

# À Emmanuel (Macron), Edouard (Philippe), Guillaume (Pepy) et autres gardiens du temple de la finance :

## Droits dans vos bottes, comme d'hab ?... Méfiez-vous quand même !

Messieurs,

En ciblant actuellement la SNCF et ses agents, vous avez bon espoir d'imposer de nouvelles régressions économiques, sociales et politiques à l'immense majorité de la population.

Peut-être parviendrez-vous, encore une fois, à réaliser l'essentiel de vos funestes projets ? Mais méfiez-vous quand même !...

Vous pouvez certes tenter d'écraser résistances et rébellions sous le poids de contraintes matérielles et idéologiques de plus en plus lourdes. Mais votre hégémonie brutale a ses limites.

### Opérations gratuité du transport

Comment réagiriez-vous, par exemple, si des cheminots en lutte vous proposaient de coorganiser des "*opérations gratuité du transport*" pour des salariés se rendant à leur travail, ou des élèves et étudiants convoqués à un examen, ou des voyageurs de petites lignes menacées ?

Cela n'aurait rien à voir avec ces coups de com' que vous appelez "gestes commerciaux" et qui visent d'abord à déconsidérer les grévistes. Il s'agirait au contraire, en lien avec des voyageurs conscients des enjeux, de concrétiser dans la durée ce que serait un service public amélioré où le "*client*" redeviendrait pleinement un "*usager*".

On sait bien que pour vous, Messieurs, c'est inacceptable : en concédant des transports gratuits vous auriez du mal, ensuite, à vendre à vos amis en quête de pognon facile votre concept d' "*ouverture du rail à la concurrence*". Appât du gain et gratuité sont en effet difficilement conciliables.

### Extension du champ de la gratuité dans tous les services publics

De l'idée de gratuité du transport à celle d'une **extension progressive du champ de la gratuité dans tous les services publics** il n'y a qu'un pas. De quoi faire ressurgir le spectre d'une convergence des luttes, voire celui de la contestation du règne de la marchandise. Pour vous, Messieurs, des perspectives affreuses !

Imaginez des postiers se remémorer que dans un passé pas si lointain le courrier en provenance et à destination des services publics était distribué **gratuitement**. Et décider de remettre ces pratiques à l'ordre du jour.

Imaginez-les s'adresser aux éditeurs de journaux alternatifs exempts de pub pour leur proposer l'expédition gratuite d'un ou deux numéros de leur revue, histoire de rappeler que pour La Poste la distribution de la presse libre doit redevenir une priorité.

Imaginez-les définir les étapes à franchir pour que La Poste redevienne un authentique service public avec des agents qui retrouveraient le statut solide qu'ils ont perdu et le droit de peaufiner leur travail au seul bénéfice des "*usagers*".

Un vrai cauchemar pour vous et vos amis de la finance et du business, car cette Poste là ne serait plus jamais "bénéficiaire", comme elle l'a été en 2017. Et vous rappellerait qu'un service public de qualité, oui, ça coûte cher. Et que c'est incompatible avec la recherche du profit.

Imaginez encore que des élèves et leurs parents demandent la gratuité des cantines scolaires où

on ne dégusterait plus que du bio de circuit court. Et que les mêmes acteurs - auxquels pourraient se joindre des étudiants - en viennent à exiger également le rétablissement des transports scolaires gratuits pour tous les élèves.

Pour peu que ces étudiants en remettent une couche en rappelant les effets à venir de la loi ORE, vous risqueriez, Messieurs, de devoir contrôler un nouveau front assez turbulent !...

### **Les dettes ?... Elles révèlent qu'il y a du pognon à prendre !... Servons-nous !**

*"Avec quels sous payer toutes ces "gratuités" et ces "statuts" coûteux, hein ???... Et la dette alors ?... Celle du groupe SNCF notamment, vous avez oublié qu'elle dépasse les 54 milliards ?!.. "*

Sur ce point décisif, Messieurs, vous avez beau jeu : aux yeux de (presque) tous, la dette, c'est tabou ! Ça se rembourse rubis sur l'ongle ! A partir de cet axiome largement partagé, vous pouvez facilement édifier une digue idéologique susceptible de protéger efficacement vos intérêts.

Ce que vous avez déjà fait, en profitant de la complicité plus ou moins volontaire d'organisations politiques et syndicales qui préconisent la reprise de la dette de la SNCF par l'Etat. "Sans que les contribuables paient plus d'impôts" fanfaronne le gouvernement qui sous-entend que cette dette sera quand même remboursée. Mais comment, sinon en attaquant d'autres services publics et leurs agents, ou les retraités ?!...

Loin de ces considérations, anticipons, avec optimisme, puisqu'on envisage qu'un mouvement social offensif et rationnel franchisse le mur de la dette en découvrant, de l'autre côté, qu'il y a du pognon à portée

de main et parvienne à contraindre le pouvoir à faire mieux que Tsipras en décrétant **un moratoire sur le paiement des intérêts et le remboursement du capital** de certaines dettes.

Rien que pour celle de la SNCF sur l'année 2018, on se retrouve avec avec un pactole de quelque 7 ou 8 milliards d'euros (remboursement annuel du capital + intérêts) à redistribuer, soit environ 20 millions d'euros par jour soustraits à la rapacité des financiers et disponibles pour des investissements et des choix socialement et écologiquement utiles !...

Pas mal, non ?... Bien sûr, ça hurle et ça menace du côté de l'oligarchie financière qui exige qu'on mette fin immédiatement à ce moratoire.

Du calme !... On réalise d'abord un audit pour voir à qui on a affaire et quelles sont les demandes des "créanciers". Et si vos amis ont de la chance, Messieurs, le mouvement social, porté par une dynamique irrésistible, obtiendra très rapidement des résultats spectaculaires dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Des milliards (dont on devine la provenance, pas vous ?!...) tomberont dans les caisses de Bercy.

Faudra voir alors les circonstances et le rapport de forces ; ces milliards pourraient en partie servir à apaiser vos amis... Dans un tel scénario, en apparence, le pognon tournerait en rond. Comme d'habitude ! Mais, cette fois, ça tournerait dans le bon sens : celui d'une plus saine répartition des richesses à chaque rotation.



**Le CP68**

**(Conseil Populaire du Haut-Rhin pour l'abolition des dettes publiques)**

**Adresse postale :** A Contre Courant BP 12123 68060 Mulhouse Cedex 2

**Courriel :** [courrier@contrecourant.org](mailto:courrier@contrecourant.org)